

Bulletin n°3 - Novembre 2019 - Sommaire

Page

Editorial	1
La « marionnette » Nayib au Salvador : jusqu'à quand son petit jeu ?	2
Notre nouveau projet juin 2019 - mai 2022 à la Dalia, Matagalpa	3
Les élections présidentielles en Argentine du 27 octobre 2019	4
Nicaragua: Un peu plus de clarté mais pas trop	6
Coup d'Etat en Bolivie	8

Editorial

Notre solidarité continue : le peuple du Nicaragua, le peuple sandiniste a besoin de notre soutien dans la période difficile qu'il traverse depuis avril 2018.

Au cours de plusieurs visites au Nicaragua cette dernière année, des militants de ANS ont pu comprendre la situation vécue par le peuple sympathisant sandiniste de Matagalpa lors des événements dès avril 2018 et surtout lors des « tranques » violents de mai à juillet 2018. Tous les témoignages nous ont parlé de la peur immense devant les menaces ou les attaques personnelles contre les gens et les maisons. Sans parler des difficultés pour aller aux études, au travail, aux champs. C'est une réalité qui a été totalement occultée par la campagne médiatique internationale responsabilisant le gouvernement pour toutes les violences et passant sous silence le « golpe » financé par les agences impériales contre le gouvernement et la population qui le soutient.

Le sandinisme a perdu la bataille médiatique, mais pas notre solidarité.

Loin de nous l'idée de nier la crise et les responsabilités du gouvernement. Lors des communiqués et bulletins de la solidarité suisse (à consulter sur le site web de ANS) nous avons clairement dénoncé la répression disproportionnée et inutile au début des manifestations de fin avril 2018, nous avons émis des doutes sur les responsabilités lors de certaines violences meurtrières, nous avons relayé les critiques de fonds sur les causes de la crise, notamment l'autoritarisme du gouvernement. Mais il est selon nous insupportable de subir, sans réagir, les mensonges de la campagne médiatique internationale, relayée parfois par des médias de gauche, qui passe sous silence le financement par les agences des USA et UE de l'ensemble des groupes d'opposants soit disant « pacifiques », qui passe sous silence les morts et blessés sandinistes, qui passe sous silence la terreur des « tranques », qui tente de faire croire encore aujourd'hui à

un soulèvement populaire de l'ensemble de la jeunesse et de la population contre un gouvernement isolé, alors que des centaines de milliers de personnes et de jeunes ont participé avec décision et enthousiasme aux grands rassemblement du 19 juillet 2019 pour défendre les politiques sociales, économiques et d'infrastructures (routes, énergie renouvelable) du sandinisme depuis son retour au gouvernement dès 2007.

Nous restons fidèles et solidaires avec le peuple sympathisant sandiniste de Matagalpa, nous croyons leurs témoignages et nous avons confiance dans leur volonté de discuter et d'apporter des changements de fonds au fonctionnement et à la stratégie du gouvernement et du FSLN.

Nous restons fidèles et solidaires avec les familles paysannes de la Dalia et avons engagé en juin 2019 la troisième phase de notre projet initié en 2012 avec notre partenaire Odesar. C'est aussi une marque de confiance avec les autorités et les militants sandinistes de Matagalpa avec lesquels nous avons tissé des relations solidaires et fraternelles depuis la révolution sandiniste des années 80.

Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant-e-s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction

Jean-Christophe Berent, Gérald Fioretta, Philippe Sauvin, Nicolas Vernier.

La « marionnette » Nayib au Salvador : jusqu'à quand son petit jeu ?

Ce qui se passe au Salvador est spectaculaire, même si l'Europe ne s'en aperçoit pas : voici un jeune président, élu en février 2019, Nayib Bukele, qui prétendait représenter le meilleur de la tradition de gauche « trahie » par le FMLN, mais qui, depuis le début de son gouvernement, s'aligne totalement sur la politique de Washington. Les exemples foisonnent :

- il reconnaît le « président » du Venezuela désigné par Trump et expulse les diplomates vénézuéliens du gouvernement légitime de Maduro,
- il signe une convention de pays tiers sûr contre les migrantEs (qui pourront être refoulés) avec une nouvelle « force » des frontières dirigée de fait par les autorités étatsuniennes,
- il ouvre sans limite son économie aux investissements du nord afin que le Salvador devienne un exemple positif de prospérité au niveau global,
- il détruit la souveraineté alimentaire acquise sous les gouvernements du FMLN (comme par exemple la production de semences de céréales de base non-génétiques et adaptées autant que possible au changement climatique) en faveur de la Monsanto-Bayer,
- il attaque farouchement l'un des plus grands syndicats du secteur public en utilisant des méthodes mafieuses (imposition extrêmement violente d'une direction fantoche dans le syndicat du secteur santé et sécurité sociale) et en licenciant des milliers d'employéEs public-QUEs soupçonnéEs de sympathie pour la gauche.

Le « spectaculaire » consiste aussi en ce que toutes ces dynamiques se cachent derrière un rideau de propagande dans les médias, notamment dans les réseaux « sociaux », propagande à un degré extrême d'uniformité qui s'explique par la « gouvernance de l'information » aux mains de l'ambassade des USA au Salvador. Exemples :

- Récemment le pays a souffert de graves inondations, mais le gouvernement paraissait

inexistant, après avoir démantelé en bonne partie l'appareil de protection civile construit par le FMLN avec les organisations de base. Bukele, dont on allait apprendre fortuitement (pas par les médias) qu'il était à Miami, relançait soudainement un faux débat en affirmant que le Front (FMLN) soutiendrait les *maras* tant redoutées. Et cela marche : de suite, une avalanche de commentaires et d'opinions s'est déversée à ce sujet dans les médias et les réseaux sociaux, détournant l'attention des inondations.

- Autre exemple : Le gouvernement de ce pays d'émigration obéit au pied de la lettre aux directives de Washington sur les migrants ? Mais non, on prépare les conditions pour un miracle économique, par exemple avec la fameuse idée de la « Surf City », ensemble de plages de surf comprenant aussi les hôtels et autres service touristiques d'enclave. Les exemples de propagande abondent donc et sont presque quotidiens. Jusqu'à maintenant, ça a l'air de jouer, car la population salvadorienne a soif d'une solution miraculeuse pour les problèmes sociaux et la violence criminelle qu'elle affronte continuellement. Mais combien de temps marchera ce théâtre ?

Dans cette situation, le FMLN porte une certaine co-responsabilité, lui qui avait gagné les élections présidentielles deux fois de suite en 2009 et 2014, mais pas le pouvoir (minoritaire dans le parlement et les institutions comme la Cour Suprême). Ces gouvernements successeurs ont sans doute réalisé de bonnes et belles choses, mais ils ont aussi assumé des politiques de business promues par une fraction « entrepreneuriale » du parti et d'autres entrepreneurs « alliés ».

Résultat : la population est dans une grande confusion, ce qui constitue un terrain idéal pour la croyance quasi-religieuse dans les promesses de solutions faciles. Mais, comme vient de le dire un camarade argentin à un camarade du FMLN après les élections dans son pays : « Ils ont dit qu'on ne reviendrait pas. Mais nous voici de retour. Vous devez faire la même chose. »

Dieter Drussel, ZAS, novembre 2019

Notre nouveau projet: Juin 2019 - mai 2022 à la Dalia, Matagalpa

Notre projet solidaire avec les familles paysannes de la Dalia continue après les deux premières phases de 3 ans chacune. C'est notre partenaire Odesar qui conduit le projet « **Développement des capacités organisationnelles, productives et écologiques** - Amélioration de la qualité de vie de 450 familles paysannes à La Dalia, Matagalpa ». Odesar est composé aujourd'hui d'une cinquantaine de techniciens agricoles, ingénieurs et promoteurs sociaux dont certains sont nos compaños depuis les années de la Révolution sandiniste dans les années 80, d'où la confiance et la fidélité réciproques. Odesar se charge de nombreux projets de développement dans tout le département de Matagalpa.

Avec la solidarité suisse, Odesar est engagé depuis toujours avec les familles paysannes dans la zone de la Dalia, restant fidèles ainsi aux communautés de Yale, San Joaquín, Monte Cristo que nous avons connues et avec lesquelles nous avons travaillé et lutté depuis les années de la révolution sandiniste dans les années 80 avec entre autre les brigades ouvrières initiées par Yvan Leyvraz, notre camarade assassiné par la Contra en 1986 sur la route de Wiwili, avec ses frères de lutte Joel, Berndt, Mario et William

Cette troisième phase concerne 12 communautés paysannes pauvres du Coyolar à El Tuma-La Dalia.

La FGC (Fédération genevoise de coopération) assume une grande partie du financement se montant à 295'000 CHF. Notre association ANS s'engage elle pour un financement solidaire de 15'000 CHF pour lequel nous lançons un appel à la générosité de nos amis et sympathisants.

En bref notre projet vise, par une approche intégrale, l'auto-organisation des communautés. Les activités et formations vont renforcer leurs connaissances en santé et respect du milieu ambiant, vont promouvoir l'alimentation saine et variée, et développer la production agro-écologique sur leurs parcelles ou lopins de terre. Les jeunes avec bourses d'études pour-

suivent leurs études techniques ou supérieures et participent au développement de leurs communautés

La démarche est fondamentalement axée sur l'auto-organisation des familles paysannes et la solidarité pour les travaux communs : travail dans les parcelles modèles, coup de main dans l'auto-construction des latrines, mise sur pied d'initiatives économiques (élevages de porcs ou volailles, commercialisation de la production de fruits et légumes, production de pommades à base de plantes médicinales, etc). Indispensable est l'intégration dans des réseaux pour échanger avec d'autres communautés, pour voir leurs projets et réussites.

En plus de réduire la pauvreté et améliorer la qualité de vie et de santé dans les communautés, il s'agit au fond de donner espoir et mettre en place les conditions d'organisation pour que les paysans et paysannes discutent de leurs revendications sociales et économiques et luttent pour les faire aboutir. L'accent principal est donné aux jeunes boursiers lors de cette troisième phase, ils représentent l'espoir et le futur des communautés.

Les principales bénéficiaires restent les femmes cheffes de famille et actrices magnifiques du développement de leurs familles et communautés.



Des paysannes leaders de leur communauté reçoivent le matériel d'auto-construction de latrines

Les élections présidentielles en Argentine du 27 octobre 2019

Victoire électorale progressiste et renouveau des espérances en Amérique latine

Dans son discours de victoire devant des milliers de militant-e-s dans la nuit du dimanche 27 octobre, Alberto Fernández, le président élu, a réaffirmé la revendication de « Lula Libre », en cohérence avec la visite qu'il a faite en pleine campagne électorale à l'ex-président du Brésil dans sa prison de Curitiba. La victoire écrasante du parti péroniste Frente de Todos (centre gauche), qui compte aussi avec la vice-présidente élue Cristina Fernández de Kirchner, ouvre une nouvelle perspective rafraîchissante dans un continent latino-américain dominé ces dernières années par des gouvernements néolibéraux, antipopulaires et fortement dépendants de Washington.

Quelques jours avant les élections, Alberto Fernández avait rencontré Daniel Martínez, le candidat du « Frente Amplio » à l'élection présidentielle uruguayenne (1^{er} tour le même dimanche 27 octobre 2019). A Buenos Aires, il avait aussi rencontré l'ex-président Pepe Mujica en mettant en avant, lors des deux entretiens, l'urgence d'un renforcement régional et du Mercosur et l'intention de l'Argentine de se retirer du « Groupe de Lima » qui fait le jeu du renforcement de la dépendance latino-américaine aux intérêts nord-américains.

Son premier voyage après sa victoire, Fernández l'a fait le premier lundi de novembre à Mexico pour rencontrer Andrés Manuel López Obrador, anticipant ainsi ce que pourrait devenir le nouvel axe intégrateur Mexico-Argentine, affaiblissant le Brésil de Bolsonaro. Celui-ci avait boycotté ouvertement, ces derniers mois, la candidature de Fernández, en appelant à soutenir Mauricio Macri, désormais battu. Pire encore, le lundi 28 octobre, il estimait agressivement que les « Argentins avaient mal voté ». Ernesto Araújo, son chancelier chargé des affaires étrangères, est encore plus virulent que lui, qui « voit dans l'élection de Fernández l'action des forces du mal ». Ce redimensionnement continental, qui s'affiche grâce à la belle victoire du 27 octobre, s'explique par ses racines idéologiques, même

s'il surprend par sa rapidité. Il correspond à la vision géopolitique du « Kirchnerisme » (gouvernements de Néstor Kirchner et deux fois de Cristina Fernández de Kirchner entre 2003 et 2015) qui est une composante essentielle du « Frente de Todos ». Ce Frente a réussi à réunifier le péronisme et à intégrer aussi d'autres forces : entre autres le parti communiste, le parti « Intransigent », des secteurs progressistes minoritaires du radicalisme et du socialisme historique, ainsi que de nouvelles forces de gauche comme le Parti solidaire et « Nuevo encuentro ».

C'est en novembre 2005, lors du IV^{ème} sommet des Amériques à Mar de Plata, qu'est née cette vision géopolitique quand, à l'initiative de Néstor Kirchner, Lula et Hugo Chávez s'est décidée la mort politique de l'ALCA (Aire de Libre Commerce des Amériques) qui était promue par le président états-unien Georges W. Bush.

Le vent nouveau qui souffle dans la région depuis l'Argentine se renforce sensiblement dans ce mois d'octobre, traversé par les grandes mobilisations populaires en Equateur contre Lenin Moreno, au Chili contre Piñera, tous les deux alliés inconditionnels du perdant Mauricio Macri. Ces mouvements de résistance et de protestation sociale se consolident avec la réélection de Evo Morales comme président en Bolivie le 20 octobre¹, et avec les résultats inattendus des élections municipales du 27 octobre en Colombie entraînant la défaite d'Uribe et de Duarte.

Après 4 ans au pouvoir, Mauricio Macri laisse un pays économiquement et socialement à terre, comme le dénoncent les principaux dirigeants Kirchneristes. Lorsque Macri passera la présidence à Fernández, le 10 décembre, 40% de la population argentine se trouvera en situation de pauvreté. La dette externe représentera plus de 90% du PIB argentin, à rembourser en grande partie déjà en 2020, notamment en ce qui concerne la dette de 57 milliards de dollars au FMI. La fuite des capitaux, aux bénéfices des secteurs financiers spéculateurs, se montera à plus de 80 milliards de dollars et la chute du pouvoir d'achat des travailleurs salariés sera de 20% seulement au cours de 2019.

1. Article écrit le 4 nov. 2019, avant les graves événements en Bolivie.

L'inflation se montera à 60 % pour 2019 et les prix aux consommateurs auront augmenté de 300% en 4 ans.

Macri laisse un pays exsangue et paralysé qui devra faire front à une urgence économique et sociale préoccupante, ce qui conditionne énormément la marge de manoeuvre des nouveaux gouvernants. La priorité absolue du « Frente de Todos », dans les prochains mois, comme l'ont annoncé ses dirigeants, sera la lutte frontale contre la misère et la faim à travers un plan d'urgence qui concentrera les maigres ressources restantes de l'Etat.

C'est le paradoxe d'un pays autrefois grenier du monde qui produit et exporte des aliments pour 400 millions de personnes et qui n'arrive plus à assurer le minimum pour presque la moitié de sa population qui se monte à 40 millions de personnes.

Sergio Ferrari , depuis l'Argentine

04.11.2019

Chères lectrices et chers lecteurs, amies et amis de la solidarité avec le Nicaragua et El Salvador.

Avec la 3^{ème} phase de notre projet en cours décrit plus haut, nous continuons notre engagement solidaire avec la population rurale d' El Tuma - La Dalia. ODESAR, notre fidèle partenaire et amies et amis nicaraguayens que nous côtoyons depuis les années 1980, mène ce projet à bien avec un grand savoir-faire.

Nous vous appelons à soutenir ce projet par un don afin de permettre sa réalisation !

Par la même occasion nous vous invitons à verser la cotisation annuelle de 50.- à notre association, cette cotisation nous aide à couvrir nos frais et de petits projets annexes, étant donné que tout notre travail est évidemment bénévole !

CCP 12-15578-6 Postfinance mention projet La Dalia et/ou cotisation ANS

Nous vous en remercions très chaleureusement !

Le comité ANS.

Cuba, à méditer: qui impose sa volonté et qui viole les droits humains élémentaires.

Pour la 29^{ème} fois depuis 1992 l'Assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée le 7 novembre en faveur de la levée du blocus de l'île cubaine par les Etats-Unis. 187 pays pour, 3 contre (Etats-Unis, Israël et Brésil), 2 abstentions (Colombie et Ukraine).

Et les banques suisses depuis belle lurette ainsi que Postfinance tout dernièrement ont décidé de ne plus faire de transferts d'argent vers Cuba par peur de répression ! La soumission des banques au dictat des Etats-Unis contrevient évidemment à la volonté de l'immense majorité des pays représentés à l'ONU et rend par exemple le travail de soutien médical de nos amies et amis de medi-Cuba très difficile.

Nicaragua: Un peu plus de clarté mais pas trop

Grâce à notre réseau de contacts, nous voyons les choses un peu plus clairement. Certains éléments de ce qui s'est passé dès avril 2018 ont été confirmés. Tout a commencé par un vaste mouvement exprimant un mécontentement diffus devant de graves épisodes de corruption et un malaise certain par rapport aux discours pseudo religieux, souvent ésotériques, de la vice-présidente Rosario Murillo et d'autres dirigeants du parti. Cependant, ce mouvement a rapidement été manipulé, principalement par des structures financées depuis des années par les États-Unis, qui avaient une présence importante, ainsi que par les médias de droite traditionnels, et aussi les médias sociaux. C'est ainsi qu'une énorme vague de solidarité s'est créée parmi les étudiants le premier jour de la révolte, à la suite de l'annonce de l'assassinat d'un étudiant par la police à l'université UCA, dirigée par les jésuites dans l'opposition depuis de nombreuses années. Mais après une semaine, il est devenu clair que cette nouvelle n'était pas vraie. Les premiers morts sont un policier non armé, un sandiniste et un passant. Il n'y a aucun doute sur le rôle des « tranques » (barricades avec la présence d'éléments armés), en tant qu'instruments d'une tentative violente de changement de gouvernement dans une direction fascisante.

Ces « tranques » étaient liés à des centres de torture, à l'Université de technologie Upoli de Managua ou au collège dirigé par des religieuses San José à Jinotepe. Des cruautés indicibles y sont pratiquées pendant des semaines, pratiques couvertes par les religieux catholiques et même par l'épiscopat. Autre exemple: l'incendie qui s'est produit le 16 juin 2018 et qui a fait six morts, dont deux enfants, dans le « Barrio » Carlos Marx à Managua. Les médias l'ont tout de suite attribué au gouvernement. Nous savons aujourd'hui avec certitude que ce sont des criminels liés à l'UPOLI qui ont commis ce crime. À présent, ils ont été amnistiés dans le cadre de l'amnistie générale accordée lors des dernières négociations entre l'opposition et le gouvernement, ce qui a suscité la colère des proches des victimes.

L'opposition s'est servie de ce terrible crime pour rendre inutile le premier dialogue qui venait de commencer entre le gouvernement et l'opposition. Les financements de la part des États-Unis en faveur d'une série d'ONG et du MRS et de la campagne médiatique orchestrée à l'échelle internationale ont également été confirmés. Tout cela a créé de grands doutes, une grande insécurité, même dans nos rangs.

Ces doutes sont aussi en partie dûs aux sandinistes. Jusqu'à présent, pas un seul policier n'a été accusé de violations des droits de l'homme: pourtant ces violations ont existé. Qui sont les tireurs d'élite qui ont tué des manifestants qui protestaient contre le gouvernement au mois d'avril? Un fait est maintenant établi hors de tout doute: la mort de deux jeunes manifestants pacifiques tués par des tirs venant de la mairie de la ville d'Estelí. Et jusqu'à présent, il n'y pas eu d'accusations formalisées.

L'énorme manifestation et l'allégresse partagée par des centaines de milliers de personnes ce 19 juillet 2019 a montré que la représentation de ce qui s'était passé il y a un an comme révolte de la plupart des gens contre une dictature isolée, analogue à l'insurrection de 1979 contre Somoza, est un pur mensonge. Le Front a toujours beaucoup de soutien populaire, alors que les groupes qui ont tenté de renverser violemment le gouvernement sont maintenant isolés. Dans certaines vidéos et dans les « conversations » sur réseaux sociaux, nous voyons les chefs de l'opposition se disputer et s'accuser mutuellement de l'échec de la révolte et surtout accuser ceux qui se sont enfui aux États-Unis d'avoir utilisé à des fins personnelles les moyens financiers mis à leur disposition.

Cependant, il est actuellement très difficile d'établir avec certitude les véritables rapports de force politique dans les différents strates de la société. Aussi parce que maintenant ces forces de droite ne sont plus autorisées à organiser des manifestations, une décision partiellement compréhensible. Pour le moment cependant, je ne peux pas exclure que les élections de novembre 2021 voient revenir un gouvernement de droite.

Le 19 juillet dernier, l'épouse d'Ortega, Rosario Murillo, vice-présidente du gouvernement et du FSLN, a joué à fonds son rôle de directrice de la cérémonie. Par son comportement autoritaire et obsessionnellement religieux, elle est considérée par de nombreux camarades nicas, à présent marginalisés ou exclus, comme le symbole de la dégénérescence du parti. Malgré tout ce sont souvent ces camarades qui ont organisé la résistance contre la brutalité des « tranqueros ».

Immédiatement après les événements de l'année dernière, des discussions internes très animées ont eu lieu laissant des espoirs de changement dans le FSLN. La cérémonie de ce 19 juillet, avec la référence continue et répétitive à Dieu, au christianisme, semble toutefois indiquer un retour en arrière. Au cours de cette cérémonie, pour des "raisons tactiques" nous a-t-on dit, un évangeliste étasunien connu, qui organise des groupes bibliques à la Maison Blanche avec des hauts fonctionnaires de

Trump, a pu prendre longuement la parole. Impressionnant le silence affligé d'un demi-million de personnes pendant son intervention colonialiste. Peu après, une salve d'applaudissements a accompagné longtemps le prêtre catholique qui a osé inviter ce personnage à demander à Trump de lever immédiatement les sanctions économiques contre le Nicaragua.

Si la direction sandiniste ne comprend pas ce message très clair du peuple réuni sur la place, de nombreux militants risquent de revenir se fermer dans une attitude passive. Cependant, beaucoup travaillent au sein du FSLN pour un renouveau sérieux, qui supprime toute trace d'autoritarisme, de corruption et d'astuces politiques, pour revenir à l'organisation du travail politique de base sur le territoire.

Dieter Drussel, ZAS, septembre 2019

Extraits d'un article publié dans « Cuaderno no 22 » du Forum Alternativo (Tessin)

Visitez le site web de l'Association de Solidarité avec le Nicaragua et El Salvador:

<https://ans-ge.ch>

Vous y trouverez des témoignages militants, les bulletins de l'association, ainsi que *Ay Nicaragua!* bulletins de la solidarité Suisse sur les événements au Nicaragua depuis avril 2018.

Nouveau:

2 articles importants de Maurice Lemoine, une contre-enquête fouillée sur le Nicaragua et une analyse sur la Bolivie parus sur le site de *Mémoire des luttes*.

Le comité ANS.



Coup d'Etat civil et militaire en Bolivie

En finalisant notre bulletin nous apprenons la nouvelle du coup d'Etat du dimanche 10 novembre contre le gouvernement bolivien et son président Evo Morales. Suite à l'élection présidentielle du 20 octobre, gagnée par Evo, contestée par la droite pendant des jours avec manifestations violentes et incendies de centres de votation et de dépouillement, Evo promet de nouvelles élections pour faire cesser les violences contre son gouvernement, contre son parti le MAS et contre les indigènes.

Trop tard. La droite veut profiter de la fragilité de la victoire d'Evo et attiser les manifestations violentes de ces partisans pour faire tomber le gouvernement d'Evo et lancer des attaques racistes contre les indigènes. L'armée et la police se rangent du côté de l'opposition et somment Evo de quitter le pouvoir. Sous pression et menacé, il quitte le pays avec difficulté et trouve refuge au Mexique. Le coup d'état civil et militaire est consommé. La seconde vice-présidente du Senat, la sénatrice Jeanine Añez, soutenue par le leader d'extrême droite Luis Fernando Camacho, s'autoproclame présidente ad intérim du pays le 12 novembre et promet d'organiser de nouvelles élections. Elle entre au palais présidentiel en brandissant une énorme Bible en proclamant : « La Bible est de retour au Palais » ! Elle-même qui avait déclaré en 2013 sur Twitter : « Je rêve d'une Bolivie libérée des rites sataniques autochtones, la ville n'est pas aux Indiens, ils feraient mieux d'aller dans les hauts plateaux ou à El Chaco ». Elle qualifie également Morales de « pauvre Indien accroché au pouvoir ».

Les victimes de ce coup d'Etat sont les populations indigènes qui représentent plus de 60% de la population, elles qui avaient retrouvé la dignité avec un président aymara et un bilan social très important, réduisant la pauvreté et le mépris généralement exprimé à leur encontre.

L'état plurinational bolivien avec son drapeau emblématique le wiphala est piétiné par des manifestants et le drapeau est brûlé, des bâtiments symboles et des locaux du MAS (Movimiento al Socialismo) incendiés, beau-

coup de partisans d'Evo menacés physiquement ou tués.

La droite exulte avec le soutien politique de quelques pays environnant ainsi que des Etats-Unis. L'Europe quant à elle reconnaît la nouvelle Présidente auto-proclamée tout en disant qu'elle devra organiser de nouvelles élections...

Le peuple indigène organise la riposte contre les attaques racistes de la droite, et des groupes de choc fascistes de Santa Cruz. Des milliers et des milliers d'indiens marchent pacifiquement dans le pays pour sauver leur dignité, refuser la nouvelle présidence de facto, exiger le retour de son président indigène et de la démocratie légitime pour pacifier à nouveau le pays. Dès lors l'armée et la police répriment dans le sang ces manifestations indigènes. Déjà une vingtaine de morts et une centaine de blessés par balles (parfois tirées depuis des hélicoptères) à Cochabamba et à el Alto. La dictature est imposée. Seuls les réseaux sociaux relayent la situation tragique. Les médias locaux et internationaux n'en font pas mention. Quand est-ce que la communauté internationale, l'UE, la Suisse vont condamner le coup d'Etat et la répression sanglante, pour soutenir la démocratie légitime et préserver la vie des peuples indigènes de Bolivie ?

A l'heure où nous imprimons ce bulletin, la résistance indigène ne faiblit pas, ils encerclent la Paz et ont coupé toutes les routes du pays. Le dernier mot n'est pas dit. Evo doit revenir.

Evo no esta solo carajo.



Evo Morales Ayma
@evoespueblo

Condeno y denuncio ante el mundo que el régimen golpista que tomó el poder por asalto en mi querida Bolivia reprime con balas de las FFAA y la Policía al pueblo que reclama pacificación y reposición del Estado de Derecho. Ahora asesinan a nuestros hermanos en Sacaba, Cochabamba.

16:58 · 15 nov. 19 · [Twitter Web App](#)